



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 23 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHROLL

6 Rue de Cherbourg
67100 Strasbourg

Références : 0006704109_2026_01_22_SCHROLL_VISuiEch
Code AIOT : 0006704109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement SCHROLL implanté 2a, rue de l'Imprimé ZI Texpark - Pfastatt Le Chateau 68120 Pfastatt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Référentiel réglementaire :

- Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de

déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

- Arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté préfectoral complémentaire du 17 mai 2019 portant autorisation à la société SCHROLL Sas à Pfastatt, d'étendre son centre de tri, transit, regroupement et traitement de déchets,
- Arrêté du 23 juillet 2025 portant mise en demeure à la société SCHROLL de respecter les dispositions applicables à ses installations à PFASTATT.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHROLL
- 2a, rue de l'Imprimé ZI Texpark - Pfastatt Le Château 68120 Pfastatt
- Code AIOT : 0006704109
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Pfastatt de la société SCHROLL est un centre de tri de déchets, en provenance de professionnels et de déchetteries.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de l'inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des matières stockées (2710A)	AP de Mise en Demeure du 23/07/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques	AP de Mise en Demeure du 23/07/2025, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Entreposage des déchets d'équipements électriques et	AP de Mise en Demeure du 23/07/2025, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de l'inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	électroniques			
6	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	2 mois
8	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/05/2019, article 8.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques (2711DC)	AP de Mise en Demeure du 23/07/2025, article 3	Levée de mise en demeure
5	Rétentions	AP de Mise en Demeure du 23/07/2025, article 6	Levée de mise en demeure
7	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection fait apparaître que :

- un justificatif est nécessaire pour statuer sur la conformité des prescriptions de l'article 2 (État des matières stockées) de la mise en demeure du 23 juillet 2025,
- des actions correctives ont été mises en œuvre par l'exploitant pour se conformer aux prescriptions des articles 3 (Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques) et 6 (Rétentions) de la mise en demeure du 23 juillet 2025, ce qui permet de lever la mise en demeure pour ces deux points de contrôle,
- un justificatif complémentaire est nécessaire pour statuer sur le respect des prescriptions des articles 4 (Tri piles et batteries) et 5 (Entreposage piles et batteries) de la mise en demeure du 23 juillet 2025,
- une action corrective est nécessaire pour statuer sur la conformité des prescriptions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 (plan de défense incendie),
- des actions correctives ont été mises en œuvre par l'exploitant pour se conformer aux

- prescriptions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 (rétentions),
- une non-conformité est constatée sur des points de la prescription de l'article 8.2.5 (Justification de l'entretien et de la disponibilité des moyens en eaux d'extinction) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2019, donnant lieu à une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées (2710A)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2025, article 2
Thème(s) : Autre, Traçabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>État des matières stockées</i></p> <p>[...]</p> <p><i>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</i></p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 05 juin 2025, l'exploitant avait indiqué qu'un inventaire mensuel d'un état des matières stockées était effectué en début de mois. Toutefois, l'exploitant ne s'appuyait pas sur des éléments disponibles précis (pesage des déchets à l'entrée, bordereaux de suivi de déchets, ...) pour effectuer cet inventaire. L'exploitant n'avait pas été en mesure de préciser au jour de l'inspection les tonnages réactualisés ce qui avait abouti à la mise en demeure susmentionnée.</p> <p>En réponse à l'inspection du 5 juin 2025, l'exploitant avait indiqué, par courrier du 14 septembre 2025, que les données sur l'état de stocks de déchets présents sur le site sont centralisées sur le logiciel interne qui permet d'intégrer les bons de pesée et les bons de sorties de déchets et de suivre les flux entrants et sortants. Il avait précisé que la mise à jour est assurée mensuellement.</p> <p>Lors de la visite du 22 janvier 2026, l'exploitant confirme que l'inventaire des matières est réalisé au moyen du logiciel interne et que cet outil permet de réaliser la traçabilité des déchets, d'identifier les non-conformités et de dresser le volume des flux entrants et sortants quotidien. Le tonnage des déchets présents sur le site est extrait sur un tableau informatisé. Toutefois, sur le tableau présenté le jour de la visite, le tonnage mentionné est global et non pas par type de déchets.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a réalisé, le jour de la visite, une extraction de l'inventaire à date des stocks de déchets. Le tableau extrait le jour de la visite d'inspection, fournit les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Désignation des déchets en 5 catégories classées par un code matière interne : Collecte à trier (code 204), Bois B (code 122), A5 (code 125), déchets d'équipements électriques et électroniques Divers (code 139) et déchets non dangereux (code 136), Tonnage par catégorie des déchets.

La durée nécessaire pour dresser ce bilan est, selon l'exploitant, de l'ordre de 30 minutes.
L'inspection constate que l'inventaire dressé le jour de la visite manque de précisions sur la catégorie des matières stockées. L'exploitant déclare qu'un inventaire plus précis selon le type de déchets pourrait être dressé.

Par courriel en date du 26 janvier 2026, l'exploitant a transmis un fichier « Stock actuel Pfastatt », au format tableur, comprenant des données sur les stocks de matières, les sorties et entrées de déchets non dangereux et les entrées de déchets dangereux depuis le 1^{er} janvier 2026. La date d'extraction de ces données n'est pas mentionnée dans les tableaux.

L'Inspection constate que l'inventaire transmis est le même état des stocks extrait le jour de l'inspection et qu'il ne permet pas de connaître précisément l'état des stocks des déchets sur le site tels qu'indiqués à l'article 1.2.4.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mai 2019.

Au regard des constats établis, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée. Les constats réalisés ne permettent pas de lever la mise en demeure, dont le délai est pourtant échu.

S'agissant d'éléments documentaires, compte-tenu des démarches engagées par l'exploitant et de l'absence d'impact sur les intérêts protégés au titre du L. 511-1, il n'est pas proposé de sanction à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En lien avec le point de constat n°2, Il est attendu de l'exploitant d'apporter les éléments permettant de justifier sa capacité à disposer d'un état des matières stockées à jour et comportant les données sur les déchets admissibles, identifiés par leur code réglementaire (nomenclature « déchets ») et stockés sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatifs

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Stock des déchets d'équipements électriques et électroniques (2711DC)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2025, article 3

Thème(s) : Autre, Comptabilité des stocks de DEEE

Prescription contrôlée :

[...] En compléments du registre à l'article R.541-45, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis.

L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins, de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.[...]

Constats :

Lors de la visite du 05 juin 2025, l'Inspection avait constaté que l'exploitant effectuait un inventaire des stocks uniquement sur les fûts de piles et batteries et à une fréquence mensuelle et que, par ailleurs, d'autres déchets électroniques (écrans cathodiques, écrans led, imprimantes, ordinateurs de bureau) étaient accueillis et entreposés dans une autre partie de son site.

Par courrier du 14 septembre 2025, l'exploitant avait précisé qu'un registre est tenu via la plateforme Trackdéchets et comprend un enregistrement de l'ensemble des flux des déchets dangereux et un suivi quotidien.

Lors de la visite du 22 janvier 2026, l'exploitant indique que l'inventaire des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) est réalisé au moyen du logiciel interne (voir point 1). En complément, il présente à l'Inspection un document papier relatif à un état des déchets d'équipement électrique et électronique (DEEE) du mois de janvier 2026. L'inspection constate que cet état des DEEE stockés est mis à jour à une fréquence hebdomadaire, y compris pour les piles et batteries (déchets dangereux). Les dates de mise à jour indiquées sont les 05 janvier, 12 janvier et 19 janvier 2026. L'état mentionne des valeurs de stocks pour les piles et batteries et pour les autres DEEE. L'inspection constate que les valeurs mentionnées ne comportent pas d'unités et que, de ce fait, leur signification n'est pas compréhensible aisément. L'Inspection constate que le bilan annuel des stocks des DEEE pour l'année 2024 n'a pas été transmis.

Par courriel en date du 26 janvier 2026, l'exploitant a transmis un fichier au format tableur qui présente les tableaux d'inventaire pour les DEEE.

En ce qui concerne les piles et batteries, l'inventaire porte sur le mois de janvier 2026 et présente l'état journalier des stocks des fûts et palettes sur le site. Il est noté également les sorties prévisionnelles des stocks réalisés par un prestataire en vue de l'arrêt de la filière (voir point de constat n° 3).

En ce qui concerne les autres DEEE, l'inventaire porte également sur le mois de janvier 2026 et indique l'état journalier des stocks ainsi que les flux de sorties hebdomadaires.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Tri à la source des déchets d'équipements électriques et électroniques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2025, article 4

Thème(s) : Autre, Tri des DEEE contenant des batteries lithium

Prescription contrôlée :

[...]

Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries au lithium sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions

[...]

Constats :

Lors de la visite du 05 juin 2025, l'Inspection avait constaté que les fûts métalliques de batteries au lithium et de piles en mélange dans des fûts métalliques étaient entreposés sur des palettes en bois et superposés, à proximité immédiate d'une voie de service pouvant être au besoin empruntée par des camions et des chariots élévateurs. Aucune protection n'était mise en place pour éviter l'absence d'endommagement lors d'opérations de manutention.

Lors de la visite du 22 janvier 2026, l'Inspection a constaté que plusieurs dizaines de fûts de stockage de piles et batteries sont toujours entreposés au même endroit que lors de la visite du 5 juin 2025. Selon l'inventaire transmis par l'exploitant par courriel du 26 janvier 2026, le nombre de fûts stockés sur site était de 66 le 23 janvier 2026.

Toutefois, l'exploitant a indiqué, lors de la visite, que les fûts de piles et batteries présents le jour de la visite seraient évacués au plus tard le 27 janvier 2026 et que la filière de stockage des piles et batteries serait arrêtée sur le site de Pfastatt après cette opération d'enlèvement.

Par courriels du 28 et 30 janvier 2026, l'exploitant a transmis 2 photographies qui montrent que les fûts de piles et batteries ont été enlevés (par un prestataire extérieur) et le numéro Bordereau de suivi de déchets (BSD) n°BSD-20251211-5EB5BR4A9 qui indique l'évacuation de 64 fûts de « *piles et accumulateurs en mélange contenant des substances dangereuses* ». Un différentiel de 2 fûts est constaté entre le stock établi le 23 janvier 2026 et le stock évacué le 28 janvier 2026.

L'inspection précise que le code 20 01 33*, visé par ce BSD, a été supprimé (et remplacé par les codes 20 01 42*, 20 01 43* et 20 01 44) par la décision déléguée (UE) n°2025/934 du 05/03/25 modifiant la décision n° 2000/532/CE afin de mettre à jour la liste des déchets en ce qui concerne les déchets liés aux batteries.

Au regard de ces constats, compte-tenu des démarches engagées par l'exploitant, il sera statué sur la levée de mise en demeure après réception d'un justificatif (courrier) de l'exploitant formalisant l'arrêt définitif de la filière de transit des piles et batteries. Compte-tenu des démarches engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé de sanctions administratives à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de s'assurer de la pérennité du retour à la conformité, il est attendu de l'exploitant la transmission d'un courrier permettant de justifier d'une part l'écart entre le stock indiqué le 23 janvier 2026 et le stock évacué le 28 janvier 2026 et d'autre part, l'arrêt définitif du stockage des piles et batteries sur le site de Pfastatt.

Il conviendra le cas échéant de porter à la connaissance du préfet les demandes de modification de vos installations avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 mois**N° 4 :** Entreposage des déchets d'équipements électriques et électroniques**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 23/07/2025, article 5

Thème(s) : Autre, Entreposage des batteries au lithium – distance d'éloignement
Prescription contrôlée : [...] <p><i>Les distances d'isolement suivantes sont à respecter : [...]</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>un éloignement minimum de 10 m entre les différents îlots de stockage extérieurs.</i> [...]
Constats : Lors de la visite du 05 juin 2025, l'Inspection avait constaté que les fûts métalliques étaient séparés, pour les plus proches, de moins d'un mètre d'un îlot constitué d'huiles (notamment des hydrocarbures) et de liquide lave-glace. Lors de la visite du 22 janvier 2026, l'Inspection constate que plusieurs dizaines de fûts de stockage de piles et batteries sont toujours entreposés au même endroit que lors de la visite du 5 juin 2025 (voir constat n°3). L'inspection constate que ces fûts sont toujours entreposés à proximité (1 mètre environ) de l'îlot de stockage extérieur d'autres déchets liquides. L'exploitant indique que la filière de stockage des piles et batteries sera arrêtée après enlèvement des fûts de piles et batteries présents le jour de la visite au plus tard 27 janvier 2026. Au regard de ces constats, compte-tenu des démarches engagées par l'exploitant, il sera statué sur la levée de mise en demeure après réception d'un justificatif de l'exploitant formalisant l'arrêt définitif de la filière de transit des piles et batteries. De ce fait, Il n'est pas proposé de sanctions administratives à ce stade.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En lien avec le point n°3, Il est attendu de l'exploitant la transmission d'un courrier permettant de justifier l'arrêt définitif du stockage des piles et batteries sur le site de Pfastatt.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Rétentions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/07/2025, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Prescription contrôlée : <i>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>100 % de la capacité du plus grand réservoir</i> • <i>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</i> [...]
Constats :

<p>Lors de la visite du 05 juin 2025, l'Inspection avait constaté la présence de quatre conteneurs de type GRV (grand récipient pour vrac) remplis entre 20 % et 70 % de leur capacité totale contenant, selon l'exploitant, des huiles végétales usagées, stockés hors rétention, sur un conteneur contenant d'autres liquides (huiles, hydrocarbures, lave-glace) sur rétention.</p> <p>Lors de la visite du 22 janvier 2026, l'Inspection constate que les GRV qui étaient posés au-dessus du conteneur ont été retirés et que les autres bacs et fûts de stockage de déchets liquides entreposés dans le conteneur métallique sont sur rétention d'un volume adapté.</p> <p>Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription initialement contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</i></p> <p><i>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</i></p> <p><i>Il comprend au minimum :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu

par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;*
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;*
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.*

Constats :

Lors de la visite du 05 juin 2025, l'Inspection avait constaté que le plan d'organisation interne (POI) datait de plus de 10 ans et qu'il ne disposait pas de tous les éléments attendus dans le plan de défense incendie. L'exploitant avait indiqué que la mise à jour de son POI sur l'ensemble des sites Schroll était en cours et que celle-ci était prévu au cours du mois de juin 2025 avec l'intégralité des informations nécessaires.

Lors de la visite du 22 janvier 2026, l'exploitant présente le plan de défense incendie (PDI) actualisé au mois de juillet 2025. Il ajoute qu'un exercice de mise en œuvre du PDI a été réalisé le 22 août 2025.

Par courriel du 26 janvier 2026, l'exploitant a transmis le PDI référencé « 07/2025_V1 ».

L'Inspection constate, après examen du document, que certaines données ne sont pas présentées ou sont incomplètes telles que :

- les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation ;
- les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement (l'annexe 77 mentionnée dans le document n'est pas jointe).

L'inspection relève également que le plan du paragraphe 6.1 « Les différents point d'eau » ne fait apparaître que 4 poteaux incendie alors que l'arrêté d'autorisation du 17 mai 2019 indique, à l'article 8.2.5, que 5 poteaux sont présents à moins de 200 mètres du site.

Le contenu du plan de défense incendie ne contenant pas l'ensemble des informations minimales prescrites par l'arrêté susvisé, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, et compte-tenu des démarches de mise à jour du plan de défense incendie engagées par l'exploitant, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Le plan de défense incendie doit être complété afin qu'il comprenne l'ensemble des informations prescrites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</i></p> <p><i>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</i></p> <p><i>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</i></p> <p><i>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.</i></p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Exercice de défense contre l'incendie</u></p> <p>Lors de la visite du 05 juin 2025, l'Inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas réalisé d'exercice de défense contre l'incendie depuis la parution de l'arrêté du 22 décembre 2023 susvisé et avait constaté également qu'un exercice type "plan d'urgence" était prévu par l'exploitant sur le site le 24 juin 2025.</p> <p><u>Formation du personnel</u></p> <p>Lors de la visite du 05 juin 2025, l'Inspection avait constaté l'absence de compte-rendus d'information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre et de formation sur les moyens d'intervention.</p> <p>Par courrier du 14 septembre 2025, l'exploitant a indiqué avoir engagé un programme structuré de prévention incendie comprenant la sécurité générale, la mise à jour du plan de défense incendie, la réalisation d'un exercice incendie et la manipulation des moyens d'extinction.</p> <p>Lors de la visite du 22 janvier 2026, l'exploitant présente à l'inspection des listes de présence des</p>

agents ayant participé aux formations.

Il ressort de ces éléments que :

- une formation à la manipulation des équipements de défense incendie (extincteurs...) a été réalisée le 17 juin 2025 ;
- une formation sur la sécurité générale a été réalisée le 22 août 2025 ;
- un exercice de mise en œuvre du plan de défense incendie a été réalisé le 22 août 2025.

Par courriel du 26 janvier 2026, l'exploitant a transmis les compte-rendus de l'exercice de mise en œuvre du plan de défense incendie ainsi que les listes d'émargements des formations précitées.

Au regard de ce constat, l'Inspection considère que l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires afin de se conformer à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2019, article 8.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie

Prescription contrôlée :

*L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment:
[...]*

-
- *de 5 poteaux incendie du réseau public d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés à moins de 200 mètres de l'installation, permettant de fournir un débit minimal de 480m³/h pendant une durée d'au moins deux heures [...].*
[...]

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement des réserves d'eau.

Constats :

Lors de la visite du 05 juin 2025, l'inspection avait constaté que le test des 5 poteaux incendie (PI) implantés à moins 200 mètres du site, n'avait pu être vérifié au jour de l'inspection. Il avait été ainsi demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs dans un délai de 2 mois.

Lors de la visite du 22 janvier 2026, l'Inspection constate que les résultats des essais réalisés sur les 5 poteaux incendies n'ont pas été transmis par l'exploitant, mais celui-ci s'est engagé à les transmettre rapidement à l'Inspection.

Par courriels du 26 et 27 janvier 2026, l'exploitant a transmis plusieurs éléments complémentaires sur les PI (voir précisions ci-dessous) provenant d'un prestataire externe et de la régie de l'eau Mulhouse Alsace Agglomération (M2A).

L'Inspection constate que les numéros des PI utilisés par l'exploitant ne sont pas les numéros des PI du SIS du Haut-Rhin (68).

Après examen des documents du prestataire externe et de M2A, l'Inspection a établi la correspondance suivante entre les deux codifications :

Code PI Exploitant	Code PI SIS 68
1	319
2	320
3	143
4	144
5	317

Dans la suite de ce constat, ce sont les codes PI établis par l'exploitant qui sont mentionnés car ce sont ces codes qui sont indiqués dans les rapports de mesure de débit (les plus récents) du prestataire extérieur.

En outre, les mesures de débits réalisées par M2A ne sont pas prises en compte car elles datent de plus de 3 ans (voir point ci-dessous « *Fréquence de contrôle* »).

Nombre de poteaux incendie opérationnels

Par courriel du 26 janvier 2026, l'exploitant a transmis des rapports de mesures de débits réalisées les 2 juin 2025 et 26 janvier 2026 par un prestataire extérieur.

L'Inspection relève que :

- les deux campagnes de tests ont été programmées le 2 juin 2025 pour le PI n° 1 et le 26 janvier 2026 pour les PI n° 2, 3 et 4,
- le PI n°2 n'a pu être testé en raison du mauvais état de l'ouvrage (fuite),
- que le 5^{ème} PI n'a pas été testé.

L'absence de tests sur les 5 PI situés à moins de 200 mètres des installations amène l'Inspection à considérer que l'exploitant ne peut pas, par conséquent, garantir le caractère opérationnel de ces 5 PI, notamment pour les poteaux incendie 2 et 5, et que cela constitue une non-conformité avec la prescription contrôlée.

Débit

Les tests réalisés sur les PI n° 1, 3 et 4 permettent de constater :

- le débit du PI n°1 est de 106,4 m³/h à un 1 bar,
- Le débit du PI n°3 est de 104,4 m³/h (1740 l/mn *60) à un 1 bar,
- Le débit du PI n°4 est de 87 m³/h (1450 l/mn *60) à un 1 bar.

L'Inspection constate que le débit cumulé des PI n°1, 3 et 4 est de 297,8 m³/h et considère que l'exploitant ne peut, par conséquent, garantir un débit minimal cumulé de 480 m³/h. L'inspection rappelle que les essais doivent être réalisés simultanément sur les poteaux et constate que cette condition n'est pas mentionnée dans les rapports du prestataire.

Le non-respect du débit minimal simultané de 480 m³/h constitue une non-conformité avec la prescription contrôlée.

Fréquence de contrôle

Le Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (DECI) du Haut-Rhin v00_02 février 2017 indique qu'un contrôle de débit et de pression de chaque point d'eau incendie, qu'il soit public ou privé doit être effectué au minimum une fois tous les 3 ans.

Par courriel du 27 janvier 2026, l'exploitant a transmis la copie d'un message électronique de M2A du 27 janvier 2026 relatif aux débits des 4 PI n°2 à 5 situés sur le domaine public à moins de 200 mètres du site Schroll-Pfastatt. M2A indique que les contrôles ont été effectués le 24 février 2022. Les derniers contrôles des débits des 4 PI susmentionnés par M2A datent, par conséquent, de plus de 3 ans.

L'Inspection constate que l'exploitant a néanmoins réalisé les tests sur les PI n°1, n°3 et n°4 au cours des 3 dernières années (voir paragraphe ci-dessus «*Nombre de poteaux incendie opérationnels* »).

Par conséquent, l'exploitant ne s'est pas assuré de la vérification périodique et de la maintenance des PI n°2 et n°5 à une fréquence adaptée conformément à la prescription précitée. Dans ce cadre, en référence au règlement DECI du Haut-Rhin, une vérification au moins tous les trois ans est à effectuer. Cela constitue une non-conformité avec la prescription contrôlée.

Compte-tenu de ces constats, l'exploitant n'ayant pas mis en œuvre les moyens nécessaires au respect de la prescription, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée pour les 3 sous-points contrôlés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant qu'il justifie que :

- le site dispose de 5 poteaux incendie opérationnels à moins de 200 mètres des installations,
- le débit minimal de 480 m³/h est atteint en fonctionnement simultané des poteaux incendie,
- la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie soit réalisée conformément aux référentiels en vigueur. Dans ce cadre, il est attendu en référence au règlement DECI du Haut-Rhin constituant l'état de l'art, une vérification au moins tous les trois ans.

En outre, il est rappelé que les codes des PI mentionnés dans les rapports des prestataires extérieurs doivent être les codes retenus par le SIS 68 (en cohérence avec les codes mentionnés dans les documents de la régie M2A).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois